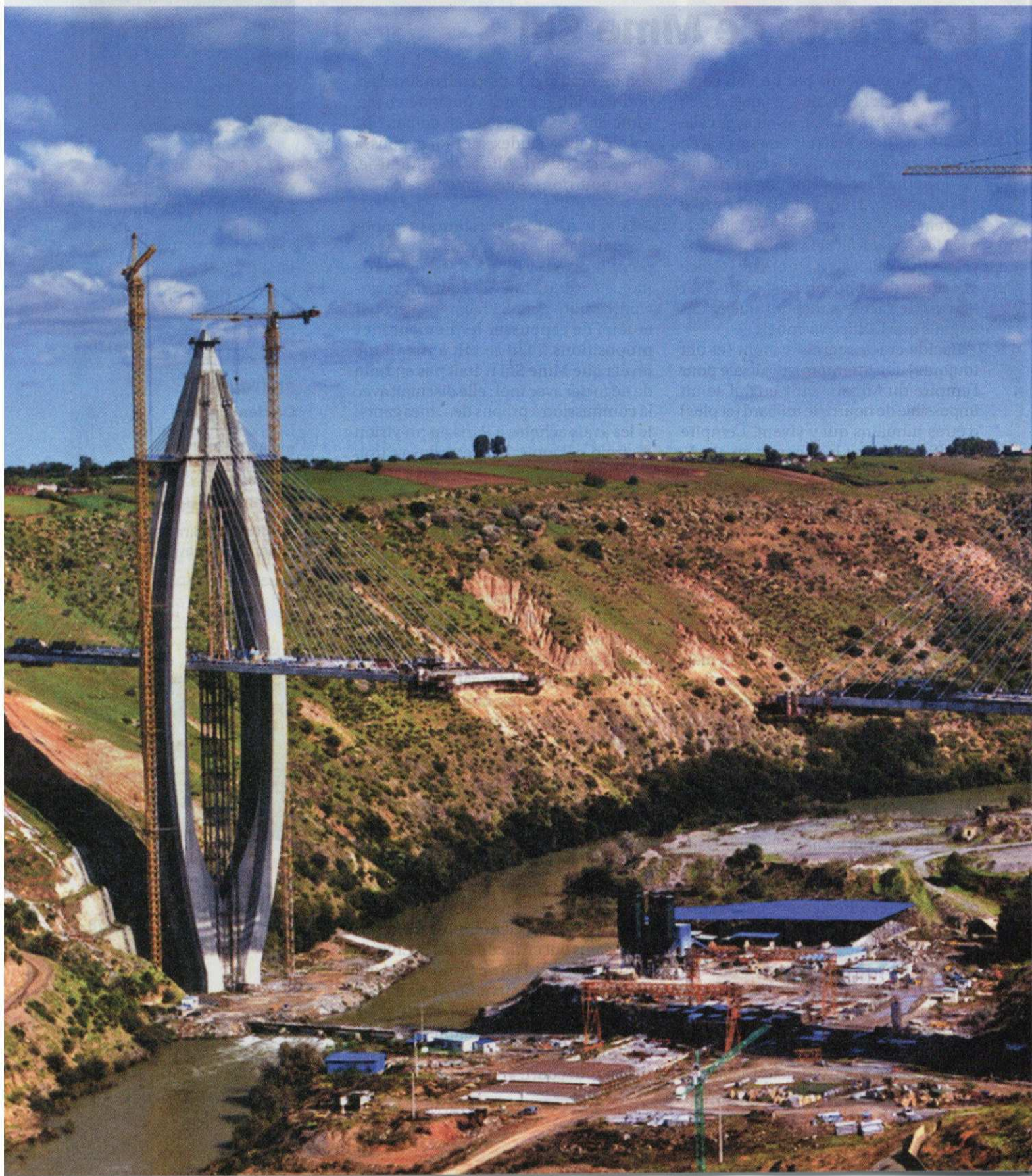
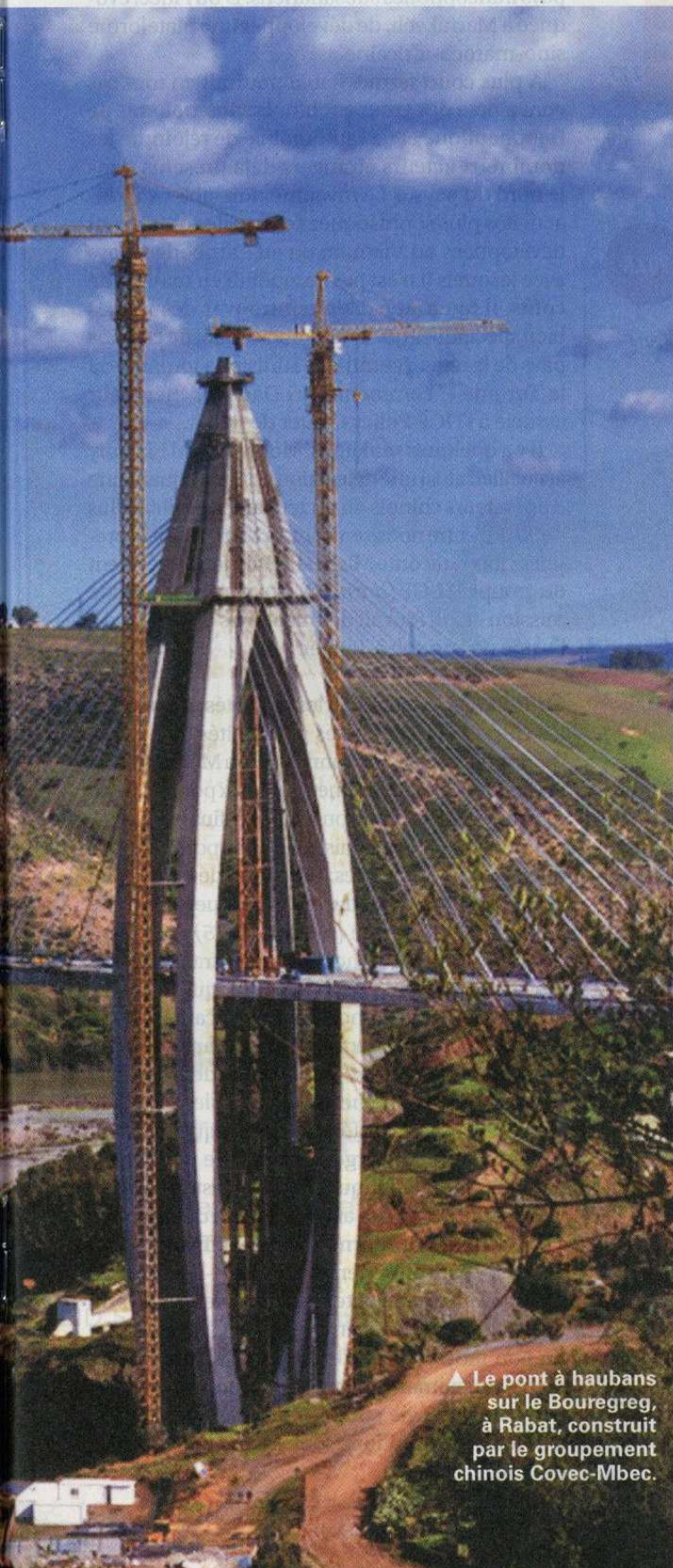


PANORAMA

Le Maroc, un pont



d'or pour la Chine ?



▲ Le pont à haubans sur le Bouregreg, à Rabat, construit par le groupement chinois Covic-Mbec.

Jusqu'à présent, la deuxième puissance économique mondiale se montrait timide vis-à-vis du royaume chérifien. Pour inverser la tendance, **Rabat mise sur sa stratégie industrielle** et sur sa position de partenaire privilégié de l'Afrique et de l'Europe.

FRÉDÉRIC MAURY et **NADIA RABBAA**,

envoyés spéciaux à Marrakech

« **D**epuis un an, le Maroc a mis en place une véritable stratégie à destination de la Chine. Nous misons sur un partenariat main dans la main, avec la volonté d'établir des rapports permettant la création de davantage de valeur ajoutée. » C'est en ces termes que Moulay Hafid Elalamy s'est exprimé à la tribune du premier Sommet sino-africain des entrepreneurs (SAES), organisé les 26 et 27 novembre à Marrakech. Le ministre marocain de l'Industrie (*lire p. 70*) ne cache pas les nouvelles ambitions du pays, qui a en effet ardemment milité auprès des organisateurs du forum pour que ce dernier se déroule au Maroc.

Si les échanges entre les deux pays ont fortement progressé ces dernières années (*voir p. 68*), ils restent quasiment trois fois inférieurs à ceux entre Alger et Pékin. Par ailleurs, la balance commerciale est largement déficitaire pour le royaume (de 27,2 milliards de dirhams en 2014, soit 2,47 milliards d'euros), la hausse des échanges résultant principalement de l'augmentation des importations vers le Maroc, passées de 7,9 à 29,5 milliards de DH entre 2004 et 2014.

Côté investissements, le constat est pire. Selon des données du ministère chinois du Commerce, entre 1998 et 2012, le Maroc n'a jamais fait partie des 20 destinations africaines préférées des entreprises chinoises. Le China-Africa Development Fund, qui a accompagné plus de 80 projets d'entreprises chinoises sur le continent, n'a pour l'instant mené aucune opération dans le royaume. Et entre 2009 et 2013, les investissements directs chinois dans le pays n'ont représenté que 63,6 millions de DH, soit 12,7 millions par an (quand ceux de la France en ont atteint 30,1 milliards pour la seule année 2013). Un chiffre facilement explicable : le royaume est dépourvu d'or noir et bien moins doté que nombre de pays du continent en ressources minières, dont Pékin raffole.

RAPPROCHEMENT. Pourtant Rabat estime que le moment est propice à un rapprochement avec le géant asiatique. « Les investissements directs étrangers [IDE] chinois dans le monde ont doublé depuis 2004, explique Sun Shuzhong, ambassadeur de Chine au Maroc. Et, surtout, le gouvernement encourage désormais clairement les entreprises à sortir du pays. » Raison de cette nouvelle politique : la mutation économique de la Chine, contrainte de passer d'un modèle « usine du monde » à celui d'une économie produisant davantage de valeur ajoutée et tournée vers son marché intérieur, à cause notamment de l'explosion des salaires chinois et, donc,

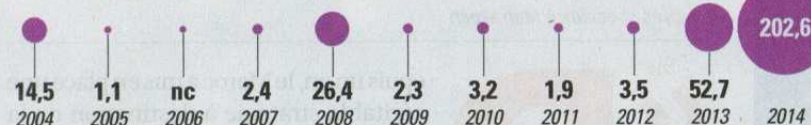


Échanges en hausse... (en milliards de dirhams)

■ Importations depuis la Chine vers le Maroc
■ Exportations du Maroc vers la Chine



... et les investissements aussi (IDE chinois au Maroc, en millions de dirhams)



soit
0,56 %
des IDE entrant
dans le pays

des coûts de production. Les délocalisations qui devraient se produire et porter sur quelque 85 millions d'emplois profiteront sans doute d'abord aux régions de la Chine intérieure, où les coûts salariaux restent encore inférieurs à ce qu'ils sont dans le reste du monde. Beaucoup de pays émergents, Maroc compris, comptent cependant sur la relocalisation de centaines d'usines sur leur sol et, donc, sur la création de nombreux emplois locaux.

Sur le papier, le royaume n'est pourtant pas le mieux placé pour bénéficier de ce basculement. Le pays est en effet très éloigné de la « nouvelle route de la soie ». Ce projet officiellement baptisé One Belt, One Road, d'un budget de 890 milliards de dollars (environ 820 milliards d'euros), vise à établir de nouveaux axes économiques partant de Chine. La voie maritime dessert notamment l'Afrique de l'Est, puis la Méditerranée, mais pas dans sa partie la plus occidentale.

Le marché intérieur du royaume reste de surcroît trop étroit pour passer le cap des échanges commerciaux et débloquent des investissements sur place. « Pour que les entreprises chinoises passent à une production locale, il faut un marché d'au moins 100 millions de personnes », souligne Jean-Christophe Iseux von Pfetten, professeur d'économie politique à l'Université du peuple (école d'élite de l'État chinois) et réputé proche du pouvoir chinois.

PLATEFORME. Malgré ce constat, le Maroc, qui cherche à diversifier ses partenaires économiques, entend bien jouer la carte de sa situation géographique stratégique, aux portes de l'Europe et de l'Afrique subsaharienne francophone, mais aussi d'autres grandes zones économiques. « En produisant du textile au Maroc, vous pouvez exporter sans taxe vers les États-Unis », a ainsi plaidé Mamoune

Bouhdoud, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, devant la centaine d'investisseurs chinois présents au SAES. Petit marché à l'échelle mondiale, le Maroc est parvenu à se positionner comme un interlocuteur et un partenaire économique privilégié de pays européens comme la France ou l'Espagne, mais aussi de la plupart des pays francophones subsahariens. D'où l'idée, évoquée à Marrakech, de développer une plateforme sino-maroco-africaine.

À plus court terme, Rabat pourrait en tout cas convaincre des groupes chinois sous-traitants de l'aéronautique et de l'automobile de rejoindre les nombreux acteurs étrangers déjà présents dans le nord du pays. « Le royaume doit tabler sur des activités plus sophistiquées que celles qui se sont développées au Vietnam ou au Cambodge, pays avec lesquels il n'est pas compétitif en matière de coûts. Il faudrait également trouver des niches bien spécifiques qui le différencieraient de certains pays de la région comme la Tunisie, la Jordanie ou la Turquie », commente Uri Dadush, chercheur associé à l'OCP Policy Center de Rabat.

Il y a quelques semaines, Moulay Hafid Elalamy accueillait ainsi une délégation d'une cinquantaine d'opérateurs chinois du secteur automobile. « Plus de 90 % d'entre nous venaient au Maroc pour la première fois », raconte Michel Li Guisheng, président du groupe ISI-GF (lire p. 80), qui participait à cette mission et qui fournit des machines de soudage à l'usine de Renault à Tanger.

SURPRISE. De leur côté, les autorités et les sociétés chinoises lorgnent les possibilités qu'offrirait l'énorme chantier d'un tunnel sous la Méditerranée, un vieux projet extrêmement coûteux pour lequel la recette pékinoise de « construction-financement » pourrait s'appliquer. Mais la surprise pourrait venir du secteur des services, bien plus développé au Maroc que celui de l'industrie. Alors que les grandes banques du royaume (lire pp. 74-75) dominent désormais la scène bancaire en zone francophone, l'investissement d'une grande banque chinoise dans l'une de ses homologues marocaines (sur le modèle de l'investissement d'ICBC dans Standard Bank en 2007, pour 5,6 milliards de dollars) reste une piste de rapprochement plausible.

Par ailleurs, la stratégie économique chinoise en Afrique restant largement conçue pour servir des intérêts géopolitiques, Jean-Christophe Iseux von Pfetten avance un autre point fort du royaume. « Les Chinois ont énormément de difficultés pour entrer au Moyen-Orient, explique-t-il. Le roi du Maroc ayant d'excellentes relations avec les pays du Golfe, Rabat pourrait être vu par la Chine comme un bon moyen de se développer dans le monde arabo-musulman. » Un point important pour la nouvelle stratégie chinoise du Maroc, même si, à ce jour, les ambitions sont encore bien au-delà de la réalité. ●

Le commerce
bilatéral s'est
élevé à
31,77
milliards de DH
en 2014,
soit 2,9 milliards
d'euros



© BRUNO LEVY THE AFRICA CEO FORUM/J.A.

INTERVIEW

Moulay Hafid Elalamy

« Nous sommes en pole position pour accueillir des délocalisations »

Pour le **ministre de l'Industrie**, le pays dispose de tous les atouts pour attirer les investissements industriels chinois. Qui pourraient générer quelque 850 000 emplois.

Premier sommet Business to Business (B2B) entre le continent et la Chine, le Sino-African Entrepreneurs Summit, organisé les 26 et 27 novembre à Marrakech, a été l'occasion de présenter le Maroc aux entreprises chinoises, et vice versa. Une rencontre qui a donné lieu à « plus d'une trentaine d'investissements lourds dans différents secteurs », selon Moulay Hafid Elalamy, le ministre marocain de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie numérique.

JEUNE AFRIQUE : Quel objectif s'est fixé le Maroc en matière d'investissements chinois ?

MOULAY HAFID ELALAMY : Des changements structurels s'opèrent actuellement en Chine. Il y a un recentrage stratégique sur la consommation domestique, à l'origine d'une hausse continue des salaires depuis 2010. Une partie de la production industrielle chinoise sera relocalisée à l'intérieur même du pays et, forcément, chez ses voisins, mais aussi dans des pays plus lointains, en particulier en Afrique. À cet égard, le

Maroc est en pole position pour accueillir des investissements industriels chinois. Nous avons conduit une démarche qui a permis d'identifier précisément quels pouvaient être les secteurs les plus propices à l'accueil d'IDE [investissements directs étrangers] émanant de la Chine, et il existe un fort potentiel de création d'emplois à moyen terme dans ces secteurs. L'objectif aujourd'hui est d'activer

« Dans la relation entre l'Europe, la Chine et l'Afrique, le Maroc a un rôle à jouer. »

tous les leviers identifiés pour capter le plein potentiel d'investissement et maximiser les créations d'emplois.

Est-il réaliste de dire que les délocalisations chinoises pourraient permettre de créer 850 000 emplois au Maroc ?

Le potentiel d'emplois chinois délocalisables pourrait atteindre 85 millions, selon les estimations de la Banque mondiale, et, d'après son ancien économiste en chef, Justin Lin, près de 10 % de ces

emplois pourraient revenir à l'Afrique. Il me semble donc réaliste de penser que le Maroc peut en capter une part non négligeable. La question qui importe le plus est celle de l'horizon de temps. Ces emplois ne se délocaliseront pas du jour au lendemain et nécessiteront, de la part des États qui souhaitent en bénéficier, la mise en place de mesures adéquates.

En s'installant dans le pays, les sociétés chinoises ne risquent-elles pas de mettre en difficulté les entreprises marocaines ?

C'est une vision complètement dépassée. Le Maroc a fait le choix d'une économie ouverte et libérale et tous les investisseurs étrangers y sont les bienvenus. Si des entreprises chinoises s'installent au Maroc, elles deviennent de fait des entreprises marocaines qui contribuent à la valeur ajoutée nationale. À mon sens, la concurrence est saine car elle permet aux opérateurs de réviser leur positionnement, d'améliorer leur compétitivité et d'innover. Il ne ressort que du positif de la compétition. Par ailleurs, nous avons très tôt fait le choix de l'ouverture et nos entreprises subissent en l'occurrence une concurrence internationale. Je préfère que les entreprises chinoises s'installent au Maroc plutôt que nous ayons à subir leur concurrence depuis la Chine.

Qu'apporte le Maroc à la relation Chine-Afrique ?

Grâce à l'inclination africaine du Maroc portée par le roi Mohammed VI, le gouvernement et les opérateurs marocains ont développé d'excellentes relations avec de nombreux pays africains. Le royaume connaît et comprend l'Afrique, et les

entreprises marocaines sont aujourd'hui « rodées » à leur continent. Or, si la Chine souhaite poursuivre de manière efficace son développement en Afrique, elle devra compter sur des partenaires africains solides. De surcroît, le royaume est une plateforme d'échanges fortement connectée à l'Europe, et il pourrait donc apporter cette ouverture supplémentaire au partenariat sino-africain. Dans cette relation tripartite, le Maroc a un rôle prépondérant à jouer. ●